



Communiqué de presse

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE : SORTIR DE LA LOGIQUE SECURITAIRE

Le meurtre raciste de George Floyd par un policier de la ville de Minneapolis a suscité une mobilisation internationale contre les violences policières et le racisme. En France, le 2 juin, le rassemblement à l'appel du Comité « Vérité et justice pour Adama » a réuni entre 20 et 30 000 personnes à Paris, et des milliers de personnes à Lille, Marseille, Lyon et d'autres villes du pays.

Même si l'histoire des Etats-Unis et celle de la France sont différentes, il serait trop facile d'évacuer le sujet du racisme et des violences policières dans notre pays pour le renvoyer à un problème spécifiquement américain. En France, la Cour de cassation a reconnu l'existence des contrôles au faciès et condamné l'Etat. Le Défenseur des droits a pointé les discriminations systémiques d'un commissariat parisien, ainsi que ses difficultés à faire appliquer ses recommandations en matière de lutte contre le racisme dans la police. Deux groupes Facebook dans lesquels des insultes et propos racistes s'échangeaient au vu et au su de milliers de policiers ont été découverts récemment.

Le racisme, depuis trop longtemps présent dans la police, couplé à des méthodes d'intervention volontairement violentes et à l'absence de sanctions suffisamment dissuasives pour les agents responsables de ces actes explique leur sentiment d'impunité. La stigmatisation des habitants de certains quartiers populaires relégués au rang de zones de non-droit et le laxisme du gouvernement, qui s'appuie sur sa police pour réprimer violemment toute opposition à ses politiques discriminantes qui accentuent les inégalités, amplifient cette situation. Cette politique est responsable de cette fracture sociale.

Une profonde réforme de la police est nécessaire. Ses missions, la formation des agent•e•s et les méthodes d'intervention doivent être revues impérativement. Les dernières annonces du Ministère de l'intérieur ne répondent pas à cet enjeu. Interdire les clés d'étranglement pour les remplacer par une nouvelle arme incapacitante serait inacceptable. La FSU Territoriale réaffirme son opposition aux armes dites non-létales mais mutilantes, comme le LBD, les grenades de désencerclement ou désormais le pistolet à impulsion électrique.

La FSU Territoriale s'oppose à cette politique du tout sécuritaire et du tout répressif. Un autre modèle de société est possible, fondé sur des services publics forts et d'agent•e•s doté•e•s des moyens nécessaires à leurs missions, au service de la protection de toute la population.

La FSU Territoriale revendique ainsi le renforcement de la présence des services publics nécessaires à la cohésion sociale, afin de privilégier la prévention et l'action éducative :

- Donner les moyens aux services sociaux d'assurer pleinement leurs missions de cohésion sociale ;
- Renforcer les moyens de l'ASE, des PMI et de la prévention spécialisée ;
- Investir durablement dans les équipements d'éducation populaire, culturels, sportifs et de loisir ;
- Soutenir les initiatives locales associatives (sport, culture...) ;

Combattre le racisme et les violences policières passe par la réaffirmation d'un projet de société égalitaire, à l'opposé de la société répressive portée par les tenants du capitalisme néolibéral, qui aggrave les inégalités sociales et favorise les comportements racistes.

LES LILAS le 12 06 2020

Contact presse : Julien FONTE 06 67 09 39 63